

(1)

(N° 114.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MARS 1903.

Projet de loi relatif à la stabilité des emplois communaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Depuis plusieurs années, l'attention des pouvoirs publics a été appelée sur la question de la stabilité des emplois communaux ; à différentes reprises, au sein des Chambres législatives, on a envisagé la possibilité d'une législation nouvelle accordant, aux employés des communes, des garanties contre les abus de pouvoir dont ils peuvent être victimes.

Les faits qui ont été dénoncés à la Chambre en 1896, et qui ont été unanimement réprouvés par les orateurs des différents partis, ne sont pas restés isolés, et ne vaut-il pas mieux prévenir le mal que d'avoir à le réprimer ?

La loi communale de 1836 a déjà accordé à certains fonctionnaires communaux des garanties contre l'arbitraire des autorités communales ; ainsi, la suspension et la révocation des secrétaires et des receveurs sont soumises à l'approbation de la Députation permanente ; il en est de même de la révocation du garde champêtre. Les commissaires de police ne peuvent être révoqués que par le Roi, et les commissaires-adjoints voient le contrôle du gouverneur tempérer le droit de les révoquer, attribué au conseil communal. Si le législateur de 1836 n'a pas cru devoir assurer les mêmes garanties aux autres employés communaux, on peut penser que c'est, — réserve faite pour quelques grandes villes, — par la raison que le personnel administratif ne comprenait guère, à cette époque, qu'un secrétaire, un receveur et des fonctionnaires de police.

Le développement de tous les services, dû à l'intensité actuelle de la vie communale et aux transformations économiques, et l'acuité des luttes électorales, ont modifié considérablement cette situation : les fonctionnaires et employés communaux forment actuellement un corps nombreux, d'autant plus digne de la sollicitude du législateur qu'ils sont livrés sans défense,

sauf les exceptions que nous venons de rappeler, à tous les hasards que les fluctuations du scrutin font redouter.

S'il importe de mettre cette catégorie de fonctionnaires et d'employés à l'abri de mesures graves et arbitraires, il est non moins nécessaire cependant de ne pas énerver le principe d'autorité. L'autorité doit rester entière et continuer à être armée contre les agents qui, par inertie ou mauvais vouloir, ne s'acquittent pas scrupuleusement de leurs fonctions. En décider autrement aboutirait à désorganiser le travail administratif, à rendre les fonctionnaires et employés communaux indépendants de leurs chefs, et même à leur permettre d'entrer en rébellion ouverte avec l'administration communale.

Les intérêts également respectables de l'administration et des employés n'ont pas paru inconciliables; le projet que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations a cherché à faire la part de la protection que la loi doit aux uns et aux autres. Il consacre le droit de l'autorité locale de suspendre librement les employés communaux pour un terme inférieur à trois mois.

Ce n'est que pour les suspensions de trois mois ou plus, et pour les révocations, que l'article premier exige l'approbation de la Députation permanente et ouvre aux parties intéressées un recours au Roi contre la décision de ce collège.

Il a paru inutile de prévoir dans la loi une éventualité, d'ailleurs espérons-le, peu probable : celle où, en vue de soustraire leurs décisions au contrôle de l'autorité supérieure, des conseils communaux frapperaient un même employé de plusieurs suspensions successives, chacune d'une durée de moins de trois mois. Si le fait se produisait, le Gouvernement ne serait pas désarmé; des décisions de l'espèce, prises dans le but évident d'éluder la loi, seraient nécessairement annulables en vertu des articles 86 et 87 de la loi communale.

On a vu des conseils communaux supprimer une place pour se débarrasser du titulaire, adversaire du moment, et la rétablir peu après au profit d'une personne amie; on en a vu d'autres, tout en maintenant l'emploi, décider des réductions importantes du traitement, de façon à amener le titulaire à démissionner. Des agissements de l'espèce constituent des révocations déguisées; ils doivent donc être contrôlés.

Tel est l'objet de l'article 2. Si la mesure est justifiée en elle-même, par des raisons administratives, si elle n'est pas dirigée contre l'employé, le conseil communal n'aura rien à craindre du contrôle auquel sa décision sera soumise. Cette disposition ouvre d'ailleurs un recours au Roi, contre la décision de la Députation permanente, au conseil communal et aux intéressés. L'existence de deux degrés de juridiction donne ainsi à l'autorité communale et à l'employé la faculté d'exposer la situation et la certitude qu'elle sera complètement examinée.

L'article 3 du projet s'occupe des emplois de l'état civil.

Il a principalement pour objet d'assurer la stabilité de ces emplois, dans l'intérêt de la marche régulière du service important que l'article 109 de la

Constitution a placé dans les attributions des autorités communales. En soumettant au contrôle de la Députation permanente les délibérations des conseils communaux ayant pour objet la suppression d'un emploi de l'état civil ou la réduction du traitement y attaché, la disposition nouvelle garantit en même temps les titulaires de ces emplois contre les mesures qui pourraient être arbitrairement dirigées contre eux par une autorité dont ils ne relèvent pas.

Il paraît impossible d'aller plus loin, comme par exemple d'attribuer au conseil communal la nomination des employés de l'état civil ou de soumettre à une approbation les nominations ou les révocations faites par l'officier de l'état civil.

L'officier de l'état civil est responsable civilement et pénalement des irrégularités qui peuvent exister dans la tenue des registres de l'état civil. (Cf. art. 50, 51 et 52 du Code civil, 194 à 197, 263 et 264 du Code pénal.)

Le projet de loi communale présenté par le Gouvernement, en 1854, portait en son article 89 (93 actuel) que l'officier de l'état civil ne pouvait nommer et congédier les employés sous ses ordres *qu'après en avoir référé au conseil*. La section centrale modifia cette disposition dans le sens de l'article 93 actuel : « *sans en référer au conseil* ».

Elle justifiait ainsi cette modification radicale du texte :

« L'échevin désigné à l'état civil, disait-elle, étant exposé à des poursuites criminelles, *même par le fait de ses employés*, il est juste que, comme garantie d'une telle responsabilité, il puisse congédier ses employés sans en référer au conseil, et non après en avoir référé, comme le porte le projet. »

Dans la discussion (28 novembre 1854), M. della Faille faisait remarquer « qu'il est juste que la loi qui fait peser sur l'officier de l'état civil une si entière responsabilité, lui accorde également une autorité illimitée sur les agents qu'il emploie. Il entre aussi peu dans les règles de l'équité, ajoutait-il, de lui imposer ses agents que de désigner un caissier à un receveur communal. »

Ces considérations, qui ont déterminé le vote de la disposition formant l'article 93 actuel, ont conservé toute leur valeur.

Les articles 4 et 5 se justifient d'eux-mêmes. Ils accordent au secrétaire et au receveur le même droit de recours au Roi que celui accordé par l'article premier aux employés, pour ce qui concerne les mesures approuvées par la Députation permanente.

Le conseil communal obtient, de son côté, le même droit d'appel pour le cas où la Députation permanente aurait refusé d'approuver sa décision.

La suspension et la révocation sont les seules mesures disciplinaires dont la loi communale prévoit l'application aux fonctionnaires et employés communaux. En vertu de l'article 6, ceux-ci pourront dorénavant être l'objet d'un avertissement ou d'une réprimande. Ce tempérament aux règles inflexibles de la législation actuelle, répond entièrement aux exigences de la discipline administrative : en permettant l'application de peines mieux proportionnées aux fautes, il rendra plus rare la nécessité de recourir à la suspension.

Il n'est pas dérogé à l'article 99 de la loi communale qui accorde au collège des bourgmestre et échevins le droit de suspendre, pour six semaines, les employés de la commune, le secrétaire et le receveur exceptés. Il va de soi que, le cas échéant, l'observation présentée au sujet de l'article premier, quant au droit d'annuler les suspensions successives, est absolument applicable à l'usage abusif que le collège pourrait faire de sa prérogative.

Le Gouvernement, sans se flatter de l'espoir que désormais les abus ne seront plus possibles, estime qu'ils seront dans tous les cas bien plus rares, et certainement moins graves dans leurs conséquences. C'est la pensée qui a déterminé la présentation du projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre à vos délibérations.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique,

J. DE TROOZ.



PROJET DE LOI.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives, par Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique :

ARTICLE PREMIER.

L'article 85 de la loi communale est complété de la manière suivante :

La suspension pour un terme de trois mois ou plus, et la révocation, sont soumises à l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial : elles sont exécutées provisoirement.

Le conseil communal et l'employé peuvent se pourvoir auprès du Roi contre la décision de la Députation permanente, dans les quinze jours de la notification qui leur en sera faite.

ART. 2.

La disposition suivante formera l'article 85bis de la loi communale :

En cas de réclamation du titulaire d'un emploi contre la délibération du conseil communal supprimant cet emploi ou réduisant le traitement y attaché, cette délibération sera soumise au contrôle de la Députation permanente du Conseil provincial, qui ne pourra l'improver que

WETSONTWERP.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voordracht van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsontwerp zal, in Onzen Naam, door Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, de wetgevende Kamers in overweging gegeven worden :

ARTIKEL EÉN.

Artikel 85 der gemeentewet wordt aangevuld zooals volgt :

De schorsing voor den tijd van drie maanden of meer, ende afzetting, worden onderworpen aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie des Provincieraads : zij worden bij voorraad uitgevoerd.

De gemeenteraad en de bediende kunnen voorziening vragen bij den Koning tegen de beslissing van de Bestendige Deputatie, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan gedaan wordt.

ART. 2.

Navolgende beschikking wordt artikel 85bis der gemeentewet :

Ingeval van bezwaar vanwege den telfvoerder eener bediening tegen de beraadslaging des gemeenteraads tot opheffing van die bediening of vermindering van de eraan verbonden wedde, wordt deze beraadslaging onderworpen aan het onderzoek van de Bestendige Deputatie

si les mesures qu'elle décide tendent manifestement à une révocation déguisée.

Le conseil communal et le titulaire de l'emploi peuvent se pourvoir auprès du Roi contre la décision de la Députation permanente, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 3.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 95 de la loi communale :

Dans les communes où il existe un ou plusieurs emplois de l'état civil, le nombre de ces emplois et le traitement attaché à chacun d'eux ne peuvent être réduits par le conseil communal que moyennant l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial, l'officier de l'état civil entendu.

Le recours au Roi est ouvert au conseil communal, à l'officier de l'état civil et aux employés, dans les quinze jours de la notification qui leur est faite de la décision de la Députation permanente.

ART. 4.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 109 de la loi communale :

Le conseil communal et le secrétaire peuvent se pourvoir auprès du Roi contre la décision de la Députation permanente statuant sur la révocation, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 5.

L'article 114 de la loi communale est complété par la disposition suivante :

Le conseil communal et le receveur peuvent se pourvoir auprès du Roi contre la décision de la Députation permanente statuant sur la révocation, dans les quinze

des Provinciairaaads, die ze maar mag afkeuren voor zooveel de genomen maatregelen klaarblijkend strekken tot eene bedekte afzetting.

De gemeenteraad en de titelvoerder van de bediening kunnen voorziening bij den Koning vragen tegen de beslissing van de Bestendige Deputatie, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan gedaan wordt.

ART. 3.

Navolgende beschikking wordt bij artikel 95 der gemeentewet gevoegd :

In de gemeenten waar er een of meer bedieningen van den burgerlijken stand zijn, mogen het aantal dezer bedieningen en de aan elke dezer verbonden wedde maar door den gemeenteraad verminderd, mits goedkeuring vanwege de Bestendige Deputatie des Provinciairaaads, den ambtenaar van den burgerlijken stand gehoord.

De gemeenteraad, de ambtenaar van den burgerlijken stand en de bedienden kunnen voorziening vragen bij den Koning binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun van de beslissing der Bestendige Deputatie gedaan wordt.

ART. 4.

Navolgend lid wordt bij artikel 109 der gemeentewet gevoegd :

De gemeenteraad en de secretaris kunnen voorziening vragen bij den Koning tegen de beslissing der Bestendige Deputatie houdende uitspraak over de afzetting, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan gedaan wordt.

ART. 5.

Artikel 114 der gemeentewet wordt door navolgende beschikking aangevuld :

De gemeenteraad en de ontfanger kunnen voorziening vragen bij den Koning tegen de beslissing der Bestendige Deputatie houdende uitspraak over de afzet-

jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 6.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 130*bis* de la loi communale :

Les autorités qui sont investies par la présente loi du droit de suspendre ou de révoquer des fonctionnaires et employés communaux, peuvent infliger à ceux-ci la peine de l'avertissement ou celle de la réprimande.

Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1903.

ling, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan gedaan wordt.

ART. 6.

Navolgende beschikking wordt bij artikel 130*bis* der gemeentewet gevoegd :

De overheden waaraan deze met het recht tot schorsing of afzetting van de gemeenteamtbenaren en -bedienden verleent, kunnen deze de straf der waarschuwing of der berisping opleggen .

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 15 Maart 1903 .

LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Intérieur et de
l'Instruction publique,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Binnenlandsche Zaken en
Openbaar Onderwijs,*

J. DE TROOZ.

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MAART 1903.

Ontwerp van wet op de vastheid der gemeentebedieningen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert verscheiden jaren werd de aandacht der openbare machten op het vraagstuk van de vastheid der gemeentebedieningen gevestigd; herhaaldelijk werd in de Wetgevende Kamers de mogelijkheid beschouwd van nieuwe wetsbepalingen waarbij aan de gemeentebedienden waarborgen zouden verleend tegen de misbruiken van gezag waarvan zij het slachtoffer kunnen zijn.

De in 1896 bij de Kamer aangeklaagde feiten, die eenparig door de redenaars van de verschillende partijen afgekeurd werden, zijn de eenige niet gebleven, en is het niet beter het kwaad te voorkomen dan het te moeten beteugelen?

Reeds werden door de gemeentewet van 1836 aan zekere gemeenteamtensnaren waarborgen verleend tegen willekeur vanwege de gemeenteoverheden; zoo worden schorsing en afzetting van secretarissen en ontvangers aan de goedkeuring der Bestendige Deputatie onderworpen; eveneens is dit het geval met de afzetting van den veldwachter. De politiecommissarissen kunnen alleen door den Koning afgezet worden, en ten aanzien van de adjunct-commissarissen is het den gemeenteraad toegekende recht tot afzetting gematigd door het toezicht van den Gouverneur. Zoo, in 1836, de wetgever het niet noodig geacht heeft dezelfde waarborgen aan de verdere gemeentebedienden te verleen, mag men veronderstellen dat het is om reden dat — enkele groote steden uitgezonderd — te dien tijde het bestuurspersoneel al niet meer dan een secretaris, een ontvanger en politieambtenaren bedroeg.

Door de uitbreiding van al de diensten, als gevolg van het thans zoo bedrijvig gemeentelven en van de huishoudkundige vervormingen, en door de hevigheid van den kiesstrijd, werd deze toestand aanzienlijk gewijzigd : thans maken de gemeenteambtenaren en -bedienden een talrijk lichaam uit, dat des te meer de bezorgdheid van den wetgever verdient, daar zij, behoudens de uitzonderingen waaraan wij zooeven herinnerden, weerloos blootgesteld zijn aan al de gevaren die uit de kieswisselvalligheden kunnen voortvloeien.

Is het van belang deze reeks ambtenaren en bedienden te beschutten tegen erge en willekeurige maatregelen, even noodzakelijk is het echter het beginsel van gezag niet te ontzenuwen. Het gezag dient ongeschonden te blijven en gewapend tegen de bedienden die zich, uit traagheid of moedwil, niet nauwgezet van hunne plichten kwijten. Er anders over beslissen, zou tot ontreddeering van het bestuurswerk leiden, de gemeenteambtenaren en -bedienden van hunne oversten onafhankelijk maken en hen zelfs toelaten openlijk in opstand te komen tegen het gemeentebestuur.

De even eerbiedwaardige belangen van bestuur en bedienden schenen niet onvereinigbaar ; het ontwerp dat ik de eer heb U in overweging te geven, tracht de eenen en de anderen te beschermen in de maat die hen, volgens de wet, toekomt. Het huldigt het recht der plaatselijke overheid, om vrij de gemeentebedienden voor minder dan drie maanden te schorsen.

't Is enkel voor de schorsingen voor drie maanden of meer, en voor de afzettingen, dat artikel 1 goedkeuring vanwege de Bestendige Deputatie vergt en betrokken partijen toelaat tegen de beslissing van dit college voorziening bij den Koning te vragen.

Nutteloos werd het geacht in de wet eene overigens weinig waarschijnlijke mogelijkheid te voorzien : die, waar gemeenteraden, om hunne beslissingen aan het toezicht der hogere overheid te onttrekken, een zelfden bediende verscheiden achtereenvolgende schorsingen voor minder dan drie maanden zouden opleggen. Deed zich dit feit voor, dan zou de Regeering niet ontwapend zijn : soortgelijke beslissingen, klaarblijkend genomen om de wet te ontduiken, zouden onvermijdelijk voor vernietiging vatbaar zijn op grond van de artikelen 86 en 87 der gemeentewet.

Het is gebeurd dat gemeenteraden eene plaats ophieven om zich van eenen titelvoerder te ontmaken, dewijl hij een tegenstrever was, en ze kort daarop opnieuw inrichtte ten behoeven van een bevriend persoon ; andere raden, alhoewel de bediening in stand houdend, besloten tot aanzienlijke weddeverminderingen, zoo dat de titelvoerder er toe gebracht werd zijn ontslag te nemen. Soortgelijke handelingen zijn bedekte afzettingen ; zij dienen dus aan toezicht onderworpen.

Daartoe strekt artikel 2. Is de maatregel op zich zelf gebillijkt door redenen van bestuurlijken aard, is hij niet tegen den bediende gericht, dan hoeft de gemeenteraad niets te vreezen van het toezicht waaraan zijne beslissing onderworpen wordt.

Deze beschikking laat overigens den gemeenteraad en de belanghebbers toe voorziening bij den Koning te vragen tegen de beslissing van de

Bestendige Deputatie. Het bestaan van twee trappen van rechtsmacht stelt de gemeenteoverheid en den bediende in de mogelijkheid den toestand uiteen te leggen, en geeft hun zekerheid dat die toestand grondig zal onderzocht worden.

Artikel 3 van het ontwerp handelt over de bedieningen van den burgerlijken stand.

Het strekt er inzonderheid toe vastheid aan die bedieningen te geven, dit in het belang van den geregelden gang van den door artikel 109 der Grondwet aan de gemeenteoverheden opgedragen gewichtigen dienst. Waar zij de beraadslagingen der gemeenteraden tot opheffing eener bediening van den burgerlijken stand of de vermindering van de eraan verbonden wedde, aan het toezicht der Bestendige Deputatie onderwerpt, beschermt tevens de nieuwe beschikking de titelvoerders van deze bedieningen tegen de maatregelen die willekeurig tegen hun zouden worden gericht door eene overheid van welke zij niet afhangen.

't Schijnt onmogelijk verder te gaan, en bijvoorbeeld aan den gemeenteraad de benoeming op te dragen der bedienden van den burgerlijken stand, of de benoemingen of afzettingen door den ambtenaar van den burgerlijken stand gedaan, aan goedkeuring te onderwerpen.

De ambtenaar van den burgerlijken stand is burgerlijk en strafrechtelijk verantwoordelijk voor de onregelmatigheden die zich in het houden der registers van den burgerlijken stand kunnen voordoen (Verg. art. 50, 51 en 52 van het Burgerlijk Wetboek, 194 tot 197, 263 en 264 van het Strafwetboek).

Het door de Regeering in 1834 voorgedragen ontwerp van gemeentewet bepaalde in artikel 89 (thans 93) dat de ambtenaar van den burgerlijken stand de onder zijn bevel staande bedienden slechts mocht benoemen en ontslaan *na den raad daarover te hebben geraadpleegd*. Deze beschikking werd door de Centrale afdeeling gewijzigd in den zin van het artikel 93 : « *zonder den raad daarover te raadplegen* ».

Zij rechtvaardigde als volgt deze volstreckte wijziging van tekst : « Daar de voor den burgerlijken stand aangewezen schepen, zegde zij, blootgesteld is aan lijfstraffelijke vervolging, *zelfs wegens de daden zijner bedienden*, is het billijk dat hij, als waarborg voor zulk eene verantwoordelijkheid, zijne bedienden kunne ontslaan zonder den raad daarover te raadplegen, en niet na hem geraadpleegd te hebben, zooals in het ontwerp staat.

In de bespreking (28 November 1834), deed de heer della Faille aanmerken dat « het billijk is dat de wet die op den ambtenaar van den burgerlijken stand eene zoo volstreckte verantwoordelijkheid doet drukken, hem insgelijks een onbeperkt gezag verleene over de door hem aan 't werk gestelde bedienden. Het strookt even weinig met de regelen der billijkheid, voegde hij er bij, hem zijne bedienden, als den gemeenteontvanger eenen kashouder op te dringen ».

Deze beschouwingen die deden besluiten tot de aanneming van de beschikking die het thans bestaande artikel 93 uitmaakt, hebben gansch hare waarde behouden.

De artikelen 4 en 5 hoeven geene rechtvaardiging. Zij verleenen den secretaris en den ontvanger hetzelfde recht om voorziening bij den Koning te vragen als dit door artikel één verleent aan de bedienden, wat de door de Bestendige Deputatie goedgekeurde maatregelen betreft.

Zijnerzijds, verkrijgt de gemeenteraad hetzelfde recht van beroep voor het geval dat de Bestendige Deputatie weigeren zou zijne beslissing goed te keuren.

De schorsing en de afzetting zijn de eenige tuchtmaatregelen waarvan de gemeentewet toepassing op de gemeenteambtenaren en bedienden voorziet. Krachtens artikel 6, kunnen dezen voortaan eene waarschuwing of eene berisping belopen. Deze verzachting van de onwrikbare regelen der bestaande wet, strookt heel en al met de vereischen der tucht op bestuurlijk gebied : door toe te laten straffen op te leggen die beter in verhouding tot de vergrijpen staan, zal zij de noodzakelijkheid om tot schorsing te besluiten zeldzamer maken.

Er wordt niet afgeweken van artikel 99 der gemeentewet, dat aan het college van burgemeester en schepenen het recht verleent de gemeentebedienden, ter uitzondering van secretaris en ontvanger, voor zes weken te schorsen. Het spreekt vanzelf dat in voorkomend geval de aanmerking naar aanleiding van artikel één gemaakt, wat betreft het recht om de achtereenvolgende schorsingen te vernietigen, volkomen toepasselijk is op het misbruik dat het college van zijn voorrecht zou maken.

De Regeering, zonder zich te vleien dat voortaan misbruiken onmogelijk zullen zijn, acht dat ze in, elk geval, veel zeldzamer zullen worden en stellig minder erge gevolgen na zich slepen. Van die gedachten gaat het ontwerp van wet uit, dat ik de eer heb U, Mijne Heeren, volgens 's Konings bevel, in overweging te geven.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs,

J. DE TROOZ.



PROJET DE LOI.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives, par Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique :

ARTICLE PREMIER.

L'article 85 de la loi communale est complété de la manière suivante :

La suspension pour un terme de trois mois ou plus, et la révocation, sont soumises à l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial : elles sont exécutées provisoirement.

Le conseil communal et l'employé peuvent se pourvoir auprès du Roi contre la décision de la Députation permanente, dans les quinze jours de la notification qui leur en sera faite.

ART. 2.

La disposition suivante formera l'article 85bis de la loi communale :

En cas de réclamation du titulaire d'un emploi contre la délibération du conseil communal supprimant cet emploi ou réduisant le traitement y attaché, cette délibération sera soumise au contrôle de la Députation permanente du Conseil provincial, qui ne pourra l'improver que

WETSONTWERP.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voordracht van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsontwerp zal, in Onzen Naam, door Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, de Wetgevende Kamers in overweging gegeven worden :

ARTIKEL EÉN.

Artikel 85 der gemeentewet wordt aangevuld zooals volgt :

De schorsing voor den tijd van drie maanden of meer, en de afzetting, worden onderworpen aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie des Provincieraads : zij worden bij voorraad uitgevoerd.

De gemeenteraad en de bediende kunnen voorziening vragen bij den Koning tegen de beslissing van de Bestendige Deputatie, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan gedaan wordt.

ART. 2.

Navolgende beschikking wordt artikel 85bis der gemeentewet :

Ingeval van bezwaar vanwege den telfvoerder eener bediening tegen de beraadslaging des gemeenteraads tot opheffing van die bediening of vermindering van de eraan verbonden wedde, wordt deze beraadslaging onderworpen aan het onderzoek van de Bestendige Deputatie

si les mesures qu'elle décide tendent manifestement à une révocation déguisée.

Le conseil communal et le titulaire de l'emploi peuvent se pourvoir auprès du Roi contre la décision de la Députation permanente, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 3.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 93 de la loi communale :

; Dans les communes où il existe un ou plusieurs emplois de l'état civil, le nombre de ces emplois et le traitement attaché à chacun d'eux ne peuvent être réduits par le conseil communal que moyennant l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial, l'officier de l'état civil entendu.

Le recours au Roi est ouvert au conseil communal, à l'officier de l'état civil et aux employés, dans les quinze jours de la notification qui leur est faite de la décision de la Députation permanente.

ART. 4.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 109 de la loi communale :

Le conseil communal et le secrétaire peuvent se pourvoir auprès du Roi contre la décision de la Députation permanente statuant sur la révocation, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 5.

L'article 114 de la loi communale est complété par la disposition suivante :

Le conseil communal et le receveur peuvent se pourvoir auprès du Roi contre la décision de la Députation permanente statuant sur la révocation, dans les quinze

des Provincieraads, die ze maar mag afkeuren voor zooveel de genomen maatregelen klaarblijkend strekken tot eene bedekte afzetting.

De gemeenteraad en de titelvoerder van de bediening kunnen voorziening bij den Koning vragen tegen de beslissing van de Bestendige Deputatie, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan gedaan wordt.

ART. 3.

Navolgende beschikking wordt bij artikel 93 der gemeentewet gevoegd :

In de gemeenten waar er een of meer bedieningen van den burgerlijken stand zijn, mogen het aantal dezer bedieningen en de aan elke dezer verbonden wedde maar door den gemeenteraad vermindert, mits goedkeuring vanwege de Bestendige Deputatie des Provincieraads, den ambtenaar van den burgerlijken stand gehoord.

De gemeenteraad, de ambtenaar van den burgerlijken stand en de bedienden kunnen voorziening vragen bij den Koning, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun van de beslissing der Bestendige Deputatie-gedaan wordt.

ART. 4.

Navolgend lid wordt bij artikel 109 der gemeentewet gevoegd :

De gemeenteraad en de secretaris kunnen voorziening vragen bij den Koning tegen de beslissing der Bestendige Deputatie houdende uitspraak over de afzetting, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan gedaan wordt.

ART. 5.

Artikel 114 der gemeentewet wordt door navolgende beschikking aangevuld :

De gemeenteraad en de ontfanger kunnen voorziening vragen bij den Koning tegen de beslissing der Bestendige Deputatie houdende uitspraak over de afzet-

jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 6.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 130bis de la loi communale :

Les autorités qui sont investies par la présente loi du droit de suspendre ou de révoquer des fonctionnaires et employés communaux, peuvent infliger à ceux-ci la peine de l'avertissement ou celle de la réprimande.

Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1903.

ting, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan gedaan wordt.

ART. 6.

Navolgende beschikking wordt bij artikel 130bis der gemeentewet gevoegd :

De overheden waaraan deze wet het recht tot schorsing of afzetting van de gemeenteamtbenaren en -bedienden verleent, kunnen dezen de straf der waarschuwing of der berisping opleggen.

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 15^o Maart 1903.

LÉOPOLD

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Intérieur et de
l'Instruction publique,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Binnenlandsche Zaken en
Openbaar Onderwijs,*

J. DE TROOZ.